

## Emplois : l'Etat doit prioriser les Genevois !

Trop, c'est trop ! 25% des emplois à Genève sont occupés par des frontaliers, alors même que la Constitution fédérale prévoit explicitement, à son article 121a, al. 3, la « préférence nationale » à l'embauche. Aux yeux de l'UDC, l'Etat doit prioritairement embaucher des Genevois.



par Yves Nidegger,  
conseiller national

Chaque année depuis 20 ans, un peu plus d'emplois sont occupés par des frontaliers et un peu moins par des Genevois. En 2002, moins de 8% des travailleurs étaient

des frontaliers, en 2012, la barre des 15% était dépassée et l'année passée, en 2022, c'est 25%, soit un travailleur sur quatre, qui sont frontaliers. Doit-on redouter qu'en 2032, la moitié des places de travail soit occupée par des frontaliers ?

L'UDC a toujours fidèlement combattu les excès de l'immigration de masse et de la démesure de l'embauche frontalière. En

2014, la population suisse a soutenu l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse qui prévoit explicitement le contingentement de l'immigration et des frontaliers. Malgré la volonté populaire, les collectivités publiques continuent d'embaucher des frontaliers et de prêter l'avenir et l'employabilité des Genevois.

A l'UDC, nous refusons de condamner les Genevois à un bail de longue durée auprès de l'Hospice général ! A défaut d'une application conforme de la Constitution dans la loi, nous exigeons que l'Etat applique le principe de préférence nationale.

Socialement, écologiquement et économiquement, favoriser l'occupation des places de travail par des Genevois plutôt que par des frontaliers est une évidence ! Inversement, maintenir de plus en plus de Genevois à l'aide sociale et laisser de plus en plus de frontaliers occuper les places de travail est une aberration sociale, écologique et économique. L'UDC est seule à vouloir corriger cette aberration.

Finalement, l'argent avec lequel les collectivités publiques paient les salaires provient de ceux qui paient des impôts, soit les Genevois. Il est donc juste que l'Etat retourne son argent au contribuable genevois.

### Evolution du nombre de frontaliers actifs à Genève (de 1997 à 2021)



# Pour une Genève forte.

## Votez UDC !

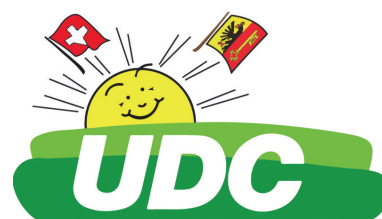
Devenez membre de l'UDC:

www.udc-ge.ch - secretariat@udc-ge.ch

UDC Genève, Chemin de la Gravière 4, 1227 Les Acacias

IBAN : CH79 0900 0000 1201 1935 3

Pour un  
avenir sûr  
en liberté



# LIBERTÉ & SÉCURITÉ

LE 2 AVRIL, VOTEZ UDC AUX ÉLECTIONS CANTONALES GENEVOISES

JOURNAL DE L'UDC GENÈVE - JANVIER 2023 - N°1

Moins d'impôts et moins de taxes pour plus de pouvoir d'achat.

Page 2

Criminalité à Genève : la peur doit désormais changer de camp !

Page 3

Trop, c'est trop ! 25% des emplois sont occupés par des frontaliers.

Page 4



## Penser à la fin du mois plutôt qu'à la fin du monde !



par Céline Amaudruz,  
conseillère nationale

Les fins de mois sont de plus en plus serrées pour un nombre toujours plus grand de personnes. Cette situation doit alarmer et mobiliser le Conseil d'Etat, qui pourtant se contente d'effets d'annonce et de postures publiques. L'heure est à l'action, non aux élucubrations. Le 2 avril prochain, il s'agira de voter UDC pour redonner du pouvoir d'achat aux gens.

Au cours des quatre années de leur mandat, les partis représentés au Conseil d'Etat – le PLR, le Centre, le MCG, le PS et les Verts, pour rappel – ont réussi l'exploit de placer Genève à la dernière place des cantons où il fait bon vivre en Suisse. La fiscalité y est étouffante, la mobilité congestionnée, les réformes bloquées, l'attractivité ruinée et le pouvoir d'achat de la population sacrifié.

Maintenant que le temps se gâte et que la hausse des prix menace les fins de mois de la population, le Conseil d'Etat se trouve nu en raison de son inaction et de son inaptitude à valoriser Genève pour protéger et préserver le pouvoir d'achat des Genevoises et des Genevois. Le Conseil d'Etat a échoué, car avant de penser à la fin du monde, il faut penser à la fin du mois.

Pour un  
avenir sûr  
en liberté





## La litanie d'échecs du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat genevois a lamentablement échoué à améliorer l'ordinaire et le quotidien des Genevoises et des Genevois. Il a échoué à préserver les gens de la voracité des dépenses publiques, il a échoué à pacifier la mobilité en pourchassant les automobilistes par des chicanes, des amendes et des sens interdits.



par Lionel Dugerdil,  
candidat au Conseil d'Etat

Au moment de sortir de la législature, Genève va plus mal que jamais ! Depuis 1985, la population a augmenté de 38% dans le canton de Genève. Dans le même temps, la dette a elle augmenté de 328% et les charges de fonctionnement de l'Etat de 252%. Ce n'est plus une surcharge pondérale, c'est un cas qui relève de l'obésité morbide ! Au-delà de la métaphore médicale,

aucun candidat responsable aux élections cantonales ne peut décemment admettre que la situation des finances publiques est viable à long terme. Ainsi, Genève détient le triste record de la dette cantonale la plus élevée de Suisse.

Cette triste litanie n'est malheureusement pas finie ! Genève truste également les premières places du classement intercantonal en matière de chômage et en matière d'insécurité. La mobilité est grossièrement entravée par le Conseil d'Etat, les places de parc supprimées, les réformes telles que celle de la grille salariale de la fonction pu-

blique ou du cycle d'orientation finissent à la poubelle par manque de leadership et à cause des œillères idéologiques des forces politiques qui composent le Conseil d'Etat.

Dans le même temps et alors que de nombreux Genevois sont depuis longtemps trimballés d'un job temporaire à un autre par l'Hospice général, les clandestins sont régularisés en masse, les locaux de l'Etat sont transformés pour accueillir les réfugiés de masse et Hanni Ramadan obtient le droit de tripler la surface du Centre islamique qu'il anime encore dans notre canton.

## En 2023, priorité au pouvoir d'achat des Genevois

A quoi ressemblera le panier des Genevoises et des Genevois en 2023 ? La multiplication des crises ajoutée à l'incapacité du Conseil d'Etat à y faire face menace durablement le pouvoir d'achat de la population genevoise. Pire, le gouvernement de beau temps actuel n'envisage que de nouvelles taxes et de nouvelles lois liberticides pour résoudre la crise.



porte-monnaie des gens en éliminant des taxes, comme celle sur la promotion du tourisme ou la taxe professionnelle communale.

Pour lutter contre le renchérissement du coût de la vie, l'erreur à ne pas commettre

d'une autre, notre parti souhaite que l'Etat s'amincisse afin de redonner du pouvoir d'achat à la population. Ce n'est pas à la population de se serrer la ceinture pour l'Etat, mais à l'Etat de le faire pour la population.

L'obésité morbide de l'Etat cantonal étouffe la population depuis de nombreuses années. Pour mincir, l'Etat doit dégraisser son administration, réformer la fonction publique et oser définir des priorités dans ses dépenses, notamment en priorisant les résidents genevois. Hier déjà, aujourd'hui encore et demain également l'UDC s'engage pour que les Genevoises et les Genevois qui se lèvent tôt et qui travaillent dur puissent augmenter leur pouvoir d'achat.

La prospérité et les places de travail seront mieux garanties si les gens peuvent disposer plus librement du revenu de leur travail. Or, Genève est le canton qui exerce la plus forte pression fiscale sur ses contribuables. En cette période d'inflation, il s'agit d'alléger le fardeau qui pèse tant sur le

serait d'adopter des politiques arrosiers redistributives qui ne pourraient fonctionner qu'en prélevant le pouvoir d'achat des gens par des prélèvements supplémentaires.

L'UDC ne souhaite pas qu'une catégorie de citoyennes et citoyens soit prélevée au profit



par Michael Andersen,  
candidat au Conseil d'Etat

## Restituons la mobilité volée aux Genevois

Sens uniques, zones 30 km/h, places de parc supprimées, taxes élevées, péage urbain. La liste des chicanes routières imposées aux Genevois est interminable. Le but : congestionner les rues au maximum afin de décourager les gens à prendre leur voiture.

Alors que les autres partis prennent la mobilité des Genevois en otage, seule l'UDC propose une politique apaisée sans monter les automobilistes contre les transports publics ou les cyclistes contre les piétons.

Tous les modes de transport sont indispensables et notre Constitution cantonale garantit la liberté individuelle du choix du mode de transport (art. 190, al. 3). Malgré cette obligation constitutionnelle, l'Etat

supprime régulièrement des infrastructures dévolues aux transports individuels motorisés alors même qu'elles sont déjà dépassées et ne permettent plus de répondre à la demande en déplacements d'une population qui croît d'année en année.

Par pur aveuglement politique, les autres partis, qui composent le Conseil d'Etat, ont volé leur mobilité aux Genevois. Pour la retrouver, il faudra voter et faire voter UDC le 2 avril prochain.



par Stéphane Florey,  
député au Grand Conseil

## Sécurité : la peur doit changer de camp !

Le nombre de crimes sexuels augmente de manière exponentielle à Genève. Depuis cinq ans, les crimes sur l'intégrité sexuelle sont en constante augmentation. Le nombre de viols a plus que doublé et tutoie désormais la barre des 100 cas alors qu'en 2017, 40 viols avaient été reconnus.



par Charles Poncet,  
ancien conseiller national

gers – qui sont surreprésentés dans les crimes, notamment ceux à caractère sexuel – sont rarement expulsés. L'impunité semble régner !

Aux yeux de l'UDC, la peur doit désormais changer de camp, car ce n'est plus aux Genevois de craindre les rues, mais aux criminels !

Le canton de Genève compte parmi les cantons les plus dangereux de Suisse. Le nombre d'infractions commises à Genève chaque année est systématiquement bien plus élevé qu'en moyenne suisse, mais il est également systématiquement en dessus des valeurs du canton de Zurich, qui est comparable à notre canton.

Si le confinement dû au Covid-19 entre 2020 et 2021 a permis de réduire temporairement certains types de délits, les crimes sexuels n'ont pas suivi cette tendance et ont, au contraire, pris l'ascenseur ! Le nombre de viols a explosé passant de 40 cas en 2017 à 89 en 2021.

La criminalité reste trop élevée à Genève en raison du laxisme politique général. La frontière est une passoire et les criminels étran-

